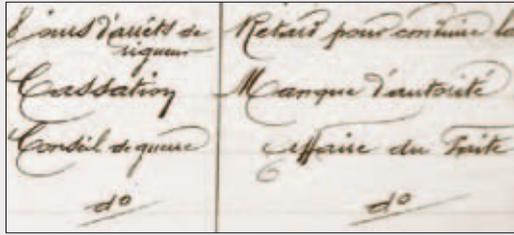


SHD 16N1519 96^e RI



HISTOIRE
1916
LES
FUSILLÉS
DU 96^E RI

ÉVÈNEMENT
16 AVRIL
10^E
EDITION



16 avril Photo CD02

La lettre du **36** Chemin des Dames

Revue éditée par le Département de l'Aisne / Mars 2016



Guillaume Apollinaire blessé en 1916 - gravure René Jaudon d'après un dessin de Picasso © Albert Harlingue / Roger Viollet

APOLLINAIRE

BOIS DES BUTTES - 1916

La lettre du Chemin des Dames n° 36

- Directeur de la publication :
Nicolas Fricoteaux

- Rédacteur en chef :
Franck Viltart

Secrétaire de rédaction :
Karine De Backer

Comité de rédaction :
Anne Bellouin, Caroline Choain,
Yves Fohlen, Michel Sarter,
Loïc Dufour

Edition, mise en page :
Pascaline Doffémont,
Christian Jomard

Remerciements :
Isabelle Fouassier
et Eliane Limet

Abonnement gratuit sur
demande : missionchemindes
dames@aisne.fr
Tél. 03 23 24 88 39

Nous écrire : La lettre du
Chemin des Dames, Mission
Chemin des Dames / Centenaire
14-18, Conseil départemental
de l'Aisne, rue Paul Doumer,
02013 Laon Cedex

Portail internet du
Chemin des Dames :
www.chemindesdames.fr

Le centenaire de la Grande
Guerre dans l'Aisne :
http://14-18.aisne.com

Edition mars 2016 :
Alliance Partenaires graphiques
à Laon
Tirage du n° 36 : 12 000 ex.
Mars 2016
ISSN : 2259-114
Prochain numéro : juillet 2016



BOIS DES BUTTES 1916

Loin de l'enfer de Verdun, en mars 1916, un petit bois au pied du Chemin des Dames fait parler de lui pour l'âpreté des combats que mènent soldats français et allemands. Le 10 mars, le soldat Hippolyte Patrigeon est tué au premier jour de l'attaque allemande pour la possession des buttes qui contrôlent la plaine au sud de Craonne. Une semaine après, le poète Guillaume Apollinaire y est couronné de sang. Pour les sacrifices endurés ici comme ailleurs sur le front, dès 1916, les prémices de la grogne se font sentir chez les fantassins. Au sein du régiment d'Apollinaire, le 96^e RI, un premier refus collectif conduit devant le peloton d'exécution, quatre soldats, condamnés "pour l'exemple", en mai 1916, à Roucy.

Le 16 avril 1917, Joseph Patrigeon, est tué à quelques mètres du lieu où a été enseveli son frère un an auparavant ; il appartenait, quant à lui, au 313^e RI, régiment dans lequel se trouvait le soldat Valembas, fusillé également à Roucy, par un matin de juin 1917. Retour cent ans après dans les tranchées du Bois des Buttes, funestes canevas de l'histoire pour les hommes de "l'armée invisible aux cris éblouissants", selon le vers d'Apollinaire.

3 **ÉVÈNEMENT**
16 avril, 10^e édition

4/5 **ACTUALITÉ**

6/10 **HISTOIRE** ▶
La blessure de
Guillaume Apollinaire

11 **ARCHIVES**
Des civils évacués
à travers les lignes

12/16 **HISTOIRE** ▶
Les fusillés du 96^e RI

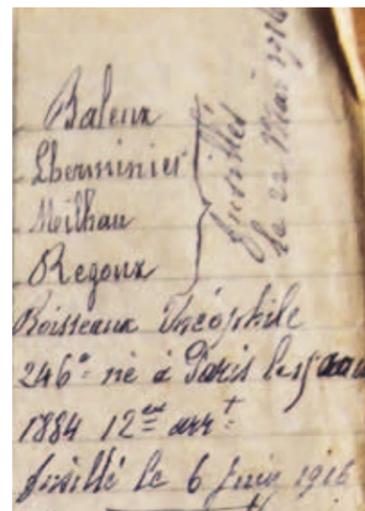
17 **EXPOSITION**
Mon école
dans la Grande Guerre

18/19 **HISTOIRE**
Quand le chemin s'armait
de béton

20/21 **MÉMOIRE**
Deux frères en mémoire

22/23 **LIVRES**

24 **AGENDA**



LE 16 AVRIL, 10^E EDITION

A la date anniversaire de l'offensive du printemps 1917, dite "offensive Nivelle", le 16 avril, le Département de l'Aisne propose une journée de mémoire du Chemin des Dames en hommage à tous les morts, blessés et disparus de la Grande Guerre, sans distinction de pays.

LA JOURNÉE DE MÉMOIRE DU CHEMIN DES DAMES... 10 ANS DÉJÀ

Depuis 2007 et le 90^e anniversaire de la bataille du Chemin des Dames, "le 16 avril" est devenu l'un des rendez-vous incontournables parmi les événements de mémoire de la Première Guerre mondiale. Journée citoyenne, elle offre à chacun la possibilité de découvrir ou redécouvrir l'histoire des hommes et des lieux du Chemin des Dames.



Soldats français en marche / Archives dép. Aisne

PROGRAMME

5h45 - MARCHÉ A L'AUBE

Marche commentée par Noël Genteur. Départ de la place de la mairie de Craonne à l'heure où des milliers de soldats furent jetés dans la bataille, le 16 avril 1917. Distance : 9 km ; durée : 3h30, temps comprenant les arrêts commentés, passage par le calvaire de Craonnelle, le monument des Basques, le plateau de Californie, retour à Craonne. Illumination du plateau à la première halte.

14h - MARCHÉ "16 AVRIL 1917 VERS CHIVY"

"Dans les pas des combattants français vers Chivy". Marche commentée par Yves Fohlen, guide à la Caverne du Dragon. Départ de la place de la mairie à Vendresse-Beaulne. Passage par le village détruit de Chivy. Retour prévu vers 16h30.

18h - SPECTACLE "L'AUTRE CHEMIN DES DAMES"

Salle polyvalente de Corbeny. Spectacle de la compagnie Ecart Théâtre de Clermont-Ferrand, conçu et joué par Pascale Siméon, Marielle Coubaillon, Anne Gaydier et Jean-Louis Bettarel d'après le texte "Des hommes passèrent" de Marcelle Cappy, journaliste et écrivain, ainsi que de documents d'époque, lettres de poilus et chansons. Ce spectacle raconte la vie d'un village pendant les quatre années de guerre. L'histoire de ceux qui sont partis, c'est aussi l'histoire de celles qu'ils ont laissés derrière eux. "L'autre Chemin des Dames" est une chronique pour rendre hommage au courage de ces femmes et comprendre ce qui s'est passé pour celles qui n'ont bien souvent pas eu la parole.

20h30 - "MARCHÉ DES BRANCARDIERS"

Au départ de Craonne vers le cimetière militaire de Craonnelle, par les chemins de travers des Saillants. En route, lectures et récits de soldats du Chemin des Dames, par des comédiens d'Aoxothéa, Fédération des troupes de théâtre amateur de l'Aisne.

21h30-22h - ILLUMINATION DU CIMETIÈRE MILITAIRE DE CRAONNELLE EN MUSIQUE

Illumination du cimetière à l'aide de 2000 bougies. Hommage en musique avec "L'ensemble du plateau" : chants et musiques de la Grande Guerre à aujourd'hui.

Le 16 avril est organisé par le Département de l'Aisne avec le concours de la Communauté de communes du Chemin des Dames, du SDIS 02, du Comité de randonnée de l'Aisne, du CRID 14-18, de l'Association la Cagna, des colombophiles de l'Aisne. Remerciements aux communes de Craonne et Craonnelle.

Renseignements 03 23 24 88 39 - missionchemindesdames@aisne.fr



Illumination du cimetière de Craonnelle - 16 avril 2015 Photo CD02 FX Dessirier

Cérémonie des combats du Chemin des Dames le 23 avril 2016 au Mémorial de Cerny-en-Laonnois

La cérémonie du souvenir des combats du Chemin des Dames aura lieu le **samedi 23 avril 2016** à 10 h au Mémorial de Cerny-en-Laonnois.

Au programme : cérémonie œcuménique, allocutions, dépôts de gerbes aux cimetières français et allemand ainsi qu'au monument britannique.



UN COMITÉ "CHEMIN DES DAMES 2017"



Jean-Marc Todeschini, Secrétaire d'Etat en charge des Anciens combattants et de la Mémoire a reçu le 17 février dernier Nicolas Fricoteaux, Président du Conseil départemental de l'Aisne, accompagné de François Rampelberg, Vice-président à la Culture, au Patrimoine et au Tourisme. En présence du Directeur général de la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale, Joseph Zimet, le Secrétaire d'Etat a assuré que l'Etat souhaite donner toute sa place au centenaire des offensives du Chemin des Dames parmi le cycle des commémorations nationales. Un comité ministériel "Chemin des Dames 2017" devra se réunir dès le premier semestre 2016 afin d'assurer la coordination des commémorations attendues dans l'Aisne.

Nicolas Fricoteaux, Président du Conseil départemental de l'Aisne remet l'ouvrage "Chemin des Dames 1914-1918" à Jean-Marc Todeschini, Secrétaire d'Etat en charge des Anciens combattants et de la Mémoire.
Photo CD02/FV

LE CHEMIN DES DAMES RÉÉDITÉ

Le Conseil départemental de l'Aisne vient de rééditer l'ouvrage *Le Chemin des Dames 1914-1918*, dans le cadre du centenaire de la Première Guerre mondiale. L'ouvrage réalisé sous la direction de Denis Defente, Conservateur en chef des musées, offre un éclairage sur les événements et les lieux à l'aide de photographies d'époque et de clichés contemporains du photographe John Foley. L'ouvrage de 160 pages propose également une bibliographie mise à jour.

Le Chemin des Dames 1914-1918. Editions Somogy, 2016.



DU CHEMIN DES DAMES À NEW YORK

Un portrait de Madame Adélaïde, fille de Louis XV, peint par la portraitiste Elisabeth Louise Vigée Le Brun, et conservé au musée Jeanne d'Aboville à La Fère, est exposé depuis le 15 février au célèbre *Metropolitan Museum* à New-York. Le tableau de l'une des "dames du chemin", partira ensuite au mois de juin, pour 6 mois, au Musée des Beaux-Arts d'Ottawa, au Canada, dans le cadre de l'exposition itinérante consacrée à la portraitiste attitrée de Marie-Antoinette.

Portrait de Madame Adélaïde, fille de Louis XV, Musée Jeanne d'Aboville, La Fère.

DES CHARS À BERRY-AU-BAC EN 2017

Le musée des chars et blindés de Saumur a entrepris la rénovation du dernier exemplaire du char français Saint-Chamond. Avec le concours de l'Armée de Terre et d'une souscription, les Amis du musée de Saumur devrait installer une nouvelle motorisation sur ce monstre de métal. Leur objectif est de le faire rouler, aux côtés d'un char Schneider, à l'occasion du centenaire de la première utilisation des chars français au Chemin des Dames, au printemps 2017.



Départ du char Saint-Chamond du musée de Saumur pour les ateliers de Roanne, où il doit retrouver son moteur.
Photo Le Courrier de l'Ouest / Luc Souriau.

LA GRANDE COLLECTE

Les résultats de *La Grande Collecte* organisée par les Archives de France dans la plupart des centres d'archives volontaires, à l'occasion du centenaire, sont petit à petit révélés au grand public par l'intermédiaire du site internet Europeana 14-18. Les nombreux objets et témoignages recueillis attestent de la richesse des ressources encore disponibles dans de nombreuses familles. C'est le cas de cet étonnant ensemble d'objets appartenant au soldat Jean Camille Mortier du 5^e BCP, originaire d'Aubenas en Ardèche. Ces objets ont été restitués à sa famille par un aumônier, après son décès le 21 août 1917, des suites d'une blessure reçue la veille, alors que son bataillon occupait les premières lignes vers la ferme d'Hameret, sur le Chemin des Dames. L'ensemble, que son petit-fils André conserve pieusement, comporte sa chevalière, son portefeuille, sa pipe, un médaillon avec sa photo, la médaille militaire et... les éclats d'obus qui lui ont ôté la vie.



Objets du soldat Mortier, www.europeana1914-1918.eu

LE MÉMORIAL VIRTUEL DU CHEMIN DES DAMES

Le Mémorial virtuel du Chemin des Dames recense les combattants de toutes les nationalités tombés sur le Chemin des Dames, entre 1914 et 1918, comme Ernest Passicouset, décédé en février 1916.

Ernest Passicouset, maître pointeur au 14^e régiment d'artillerie de campagne, est

tué le dimanche 13 février 1916 au plateau de Paissy, lors de l'éclatement de sa pièce d'artillerie (C6 / 3^e compagnie). Célibataire, âgé de 23 ans, il était électricien de profession, originaire de Biarritz. Sont tombés à ses côtés ce jour de 1916, le tireur Charles Lamarque (tué) et les canonniers Prodhon, Lamothe et Durieux (blessés)¹. Il est aujourd'hui inhumé dans le caveau familial au cimetière communal de Saint-Martin du Sabaou à Biarritz.

Vous aussi contribuez à recenser ou compléter les fiches des combattants du Chemin des Dames, en nous communiquant documents, photos ou récits, sur :

www.mémorial-chemindesdames.fr



Photographie d'Ernest Passicouset
Mémorial virtuel du Chemin des Dames /
Jacques Passicouset



Ernest à gauche et son frère,
Pierre Maurice, à droite.
Mémorial virtuel du Chemin des Dames /
Jacques Passicouset



Pierre Maurice Passicouset sur la tombe provisoire
de son frère cadet Ernest
Mémorial virtuel du Chemin des Dames /
Jacques Passicouset

1 - Service Historique de la Défense (SHD), 26 N 930/5, JMO du 14^e RA (1^{er} groupe).

“ET NAGUÈRE AU TEMPS DES LILAS, L’ECLAT TEMPÊTA SOUS MON CRÂNE”

LA BLESSURE DE GUILLAUME APOLLINAIRE

A la date du 17 mars 1916, le poète Guillaume Apollinaire a noté dans son carnet : “Bombardement. Je lisais à découvert au centre de ma section, je lisais le Mercure de France, à 4 heures un 150 éclate à 20 mètres, un éclat perce le casque et troue le crâne.”

Celui qui au 96^e régiment d’infanterie était le sous-lieutenant Kostrowitzky venait d’arriver au Bois des Buttes, entre La Ville-aux-Bois et Pontavert, trois jours plus tôt.

Guillaume Apollinaire blessé en 1916, gravure René Jaudon d’après un dessin de Pablo Picasso. © Albert Harlingue / Roger Viollet.



UN POÈTE DANS LA GUERRE

Le 14 mars 1916, Guillaume Apollinaire apprend qu’il vient d’être naturalisé français. Dans la courte lettre qu’il écrit ce jour-là à sa fiancée Madeleine Pagès, Guillaume ne parle pas de cette naturalisation qu’il attendait depuis des mois. Il y a en effet plus important : “On va en ligne tout à l’heure. Je t’écris en toute hâte. Casqué ne sais pas bien ce que l’on va faire.”

La naturalisation pour le poète né à Rome sous le nom de Guglielmo de Kostrowitzky et considéré comme “sujet russe” car sa mère est née en Pologne sous domination russe, était l’aboutissement... d’une démarche faite le 5 août 1914 à Paris, en même temps qu’il déposait une première demande d’engagement dans l’armée qui n’avait pas été prise en compte. Guillaume s’était finalement engagé “pour la durée de la guerre” le 5 décembre 1914, à Nice où il avait entre-temps rencontré Lou, la comtesse Louise de Coligny-Châtillon dont il était immédiatement tombé amoureux.

Affecté à Nîmes au 38^e régiment d’artillerie, il avait demandé à partir pour le front au plus vite dès lors qu’il avait compris que Lou lui préférerait un autre amant. Le 6 avril 1915, l’artilleur arrivait sur le front de Champagne. Agent de liaison puis chef de pièce, il continuait d’écrire des lettres et des poèmes à Lou tout en commençant une correspondance avec Madeleine Pagès, une jeune professeure en poste à Oran qu’il avait rencontrée début 1915 dans le train de Nice à Marseille. Lassitude de l’artillerie où l’avancement est lent, désir d’accélérer la procédure de naturalisation, Guillaume avait prévu dès son arrivée au front : “Si je vois que je m’embête trop et que j’ai le cafard trop fortement, j’aurais toujours la ressource de demander à aller chez les fantassins où la vie ne traîne point.”¹

1 - Lettre à Lou, 8 avril 1915.



Guillaume Apollinaire blessé sur son lit d’hôpital. 1916. Bibliothèque historique de la Ville de Paris. © BHVP / Roger Viollet.

LA MORT DEVANT SOI

Guillaume arrive le 18 novembre 1915 au 96^e RI, avec le grade de sous-lieutenant. Au créneau de la tranchée, il devient le “guetteur mélancolique” et découvre une autre réalité de la guerre. A Madeleine, il écrit le 10 décembre : “La vie de fantassin est peu enviable. Elle est à peine supportable comme officier et il y a tous les risques... Quelle effroyable boue dans les effroyables boyaux !”. Il doit affronter une proximité plus grande avec la mort. A la 6^e compagnie du 2^e bataillon, il a remplacé le lieutenant Jean Rolland, tué lors d’un coup de main le 22 octobre 1915.

2 - Extrait du poème “Du coton dans les oreilles” envoyé à Madeleine le 11 février.

3 - Lettre à Lou, le 11 avril 1915.

4 - Cité par Annette Becker, *Guillaume Apollinaire : une biographie de guerre (1914-1918-2009)*, Tallandier, 2009, p. 162.

5 - Lettre à Madeleine, 9 décembre 1915.

6 - Communiqué officiel du GQG, 11 mars 1916, 15 heures. Le Bois des Buttes reste au communiqué le 11 à 23 heures, le 12 à 15 heures, le 14, le 16 et le 17 à 23 heures.

7 - JMO du 276^e RI, SHD, 26N736/3.

Quelques jours de permission au tournant de l’année auprès de Madeleine en Algérie n’ont rien arrangé. Même si un mariage est annoncé, on ne saura jamais ce qu’a été l’intimité des deux amants qui échangeaient des lettres si passionnées et parfois érotiques. De retour en Champagne, Guillaume retrouve son régiment à l’arrière, pour plusieurs périodes d’exercices. Le 18 janvier, il écrit une dernière lettre à Lou. Mais la correspondance avec Madeleine s’étiole, sans les élans des mois précédents. Serait-il condamné à toujours être “le mal-aimé” ? Sa poésie s’en ressent, elle se fait plus rare et elle est traversée parfois d’accents sinistres :

*“Ceux qui revenaient de la mort
En attendaient une pareille”²*

Lui qui, quelques mois plus tôt, était “rudement content d’être sur le front”³, en vient à prendre la guerre en horreur. Il avoue à Madeleine le 13 février : “Je voudrais bien que la guerre montrât enfin le bout de son derrière”, et le 12 mars, à Georgette Catelain, une admiratrice qui est institutrice en Normandie, il se plaint de “cette guerre qui n’en finit pas, qui n’est plus près de finir”⁴.

Le poème “Si je mourais là-bas sur le front de l’armée...”, c’était un an plus tôt, le 30 janvier 1915, lorsqu’il était encore à l’exercice dans une caserne de Nîmes, à des centaines de kilomètres des tranchées. Le 14 mars 1916, le temps n’est plus au conditionnel. Au moment de monter en ligne, Guillaume demande à Madeleine d’être “forte en ce moment et toujours” et lui rappelle : “En tout cas je te lègue tout ce que je possède et que ceci soit considéré comme testament s’il y avait lieu.” Il écrivait déjà trois mois plus tôt : “Si je meurs, je te donne tout ce que j’ai et cette lettre en fait foi et sert de testament”⁵.

Depuis le 11 mars, en pleine bataille de Verdun, le Bois des Buttes revient au communiqué, comme déjà en septembre 1914. “Au nord de l’Aisne, après avoir bombardé hier [le 10 mars] pendant plusieurs heures nos positions entre Troyon et Berry-au-Bac, les Allemands ont débouché de la Ville-au-Bois [sic] et ont attaqué le saillant que forme notre ligne au bois des Buttes. Après un combat très vif, nous avons rejeté l’ennemi de la partie du bois qu’il avait réussi à occuper...”⁶ En réalité, le 276^e régiment d’infanterie qui tenait le secteur a été littéralement submergé. Il a perdu 35 tués, 134 blessés et plus de 700 disparus (dont 13 officiers).⁷ On ne meurt pas seulement à Verdun en mars 1916.

Le Bois des Buttes, mai 1915, en rouge l’emplacement de la stèle Apollinaire, non loin du lieu où il reçut sa blessure le 17 mars 1916.

JMO du 1^{er} Corps d’Armée. Service Historique de la Défense (SHD), 26 N 99-1, p. 140.



UN POÈME ENVOYÉ DU BOIS DES BUTTES ?

L'Avenir

**Soulevons la paille
Regardons la neige
Ecrivons des lettres
Attendons des ordres**

**Fumons la pipe
En songeant à l'amour
Les gabions sont là
Regardons la rose**

**La fontaine n'a pas tari
Pas plus que l'or de la paille
ne s'est terni
Regardons l'abeille
Et ne songeons pas à l'avenir**

**Regardons nos mains
Qui sont la neige
La rose et l'abeille
Ainsi que l'avenir**

"Bois des Buttes,
15 mars 1916."

L'indication de la main de Guillaume Apollinaire a été rayée par la suite. Le poème est effectivement antérieur puisqu'il avait été envoyé à Madeleine le 11 mars avant la montée en ligne. On peut penser que la date raturée correspond à celle de l'envoi fait à SIC, une revue ouverte aux avant-gardes de tous les arts (SIC pour "Sons - Idées - Couleurs") qui venait d'être créée par Pierre-Albert Birot. Le poème "L'avenir" est paru dans le numéro d'avril 1916 alors que le poète est toujours hospitalisé à Paris.

Deux régiments, le 246^e et le 296^e, doivent venir en renfort pendant que ce qu'il reste du 276^e va cantonner à Romain (Marne). Pendant trois jours, de violents bombardements alternent avec une série de contre-attaques. Et avec de nouvelles pertes : 17 tués et une trentaine de blessés, rien qu'au 246^e RI⁸. Un bataillon du 96^e RI qui cantonne à Villette, un hameau de Fismes, est appelé à la rescousse : c'est le 2^e bataillon, celui de Guillaume Apollinaire, qui vient relever le 14 au soir le second bataillon du 246^e RI. Il va tenir les tranchées en première ligne.⁹ Le 15 mars, le JMO du 96^e RI donne le nom de deux soldats tués, Jean Brachet à la 5^e compagnie et Louis Besson à la 6^e, celle de Guillaume.¹⁰ Ce sont les premiers morts du régiment depuis trois mois.

UNE LETTRE DU BOIS DES BUTTES

"Mon amour...", le 15 mars, comme chaque jour ou presque, Guillaume écrit à Madeleine. Une lettre qui est la seule écrite au Bois des Buttes. "Pas dormi de la nuit." Environ dix kilomètres depuis Meurival pour arriver aux premières lignes : la marche d'approche, avec l'esprit aux aguets, a été épuisante plus nerveusement que physiquement. "Pas de description possible. C'est inimaginable." Derrière son laconisme Guillaume se veut rassurant car après une semaine de bombardements, d'attaques et de contre-attaques, le terrain est complètement bouleversé, avec des cadavres çà et là. Il faut



Madeline Pagès et Guillaume Apollinaire à Oran (Algérie), janvier 1916.
Bibliothèque historique de la Ville de Paris. © BHVP / Roger-Viollet

impérativement que Madeleine ne s'inquiète pas : "Mais il fait beau. Je pense à toi. On couche tout à fait à la belle étoile. Vu ce matin un gentil petit écureuil qui grimpait qui grimpait." Les dernières phrases sont plus sombres : "Je suis fatigué et gai à la fois. J'ai la bouche pleine de sable. Je ne sais si on aura des lettres ce soir. Je le souhaite."

Pas de lettre à Madeleine le 16. Le JMO du 246^e RI note : "Journée relativement calme, à plusieurs reprises l'ennemi bombarde avec du 105 et du 150". Il y a encore des pertes : un tué au 246^e, un tué et deux blessés au 204^e, et deux blessés au 96^e. Pas de lettre le 17, Guillaume attendant peut-être le soir pour écrire. La lettre suivante à Madeleine, il l'écrit le 18 mars sur un lit d'hôpital, à l'ambulance 1/55 de Romain¹¹, à une douzaine de kilomètres au sud du Bois des Buttes : "Mon amour, j'ai été blessé hier à la tête par un éclat d'obus de 150 qui a percé le casque et pénétré. Le casque en l'occurrence, m'a sauvé la vie. Je suis admirablement bien soigné et il paraît que ce ne sera pas grave. J'écrirai quand je pourrai."

La nouvelle est vite connue à Paris. Le journal *L'Intransigeant* auquel Apollinaire collabore depuis 1910 annonce dès le 20 mars dans sa rubrique "Les Lettres" : "Le poète Guillaume Apollinaire vient d'être blessé à la tête, il y a trois jours". Décidément, le secteur de l'Aisne est fatal aux poètes. Dès le 21 septembre 1914, Olivier Hourcade, l'un des premiers défenseurs avec Apollinaire du cubisme, avait été tué à Oulches.¹² Le 29 septembre, c'était le poète expressionniste Ernst-Wilhelm Lotz, le traducteur allemand de Rimbaud et Verlaine, qui tombait à la ferme d'Hurtebise. Le 28 novembre, Jean de la Ville de Mirmont, le poète de *L'Horizon chimérique* était tué à Verneuil, à quelques centaines de mètres de la ferme de Metz où mourait, quelques semaines plus tard, le 17 janvier 1915, Emile Despax, le sous-préfet poète et sa mort avait fait écrire à Anna de Noailles : "L'année a perdu son printemps". Au moins Apollinaire a-t-il survécu à sa blessure. Mais s'en est-il jamais remis ?

Casque modèle Adrian de Guillaume Apollinaire (bien que fantassin, Apollinaire aurait pu garder son casque d'artilleur, mais l'emplacement de l'impact, l'insigne de spécialité ainsi que la couleur tardive du casque obligent à la plus grande prudence quant à son authentification).
Bibliothèque historique de la Ville de Paris.
© BHVP / Roger-Viollet



DU BOIS DES BUTTES A L'HÔTEL-DIEU DE CHÂTEAU-THIERRY

Blessé à 16 heures le 17 mars 1916, Apollinaire est amené par son chef de bataillon, le commandant Genet, au poste de secours du bois de Beaumarais où il est pansé à 17 heures. Il est ensuite évacué vers l'ambulance 1/55 qui occupe à Romain (Marne) le château près de l'église.

C'est là qu'à 2 heures du matin, il est opéré : "incision en T, extraction d'éclats", a noté un médecin. Apollinaire peut écrire le 19 à Madeleine : "Je n'ai pas mal, cependant j'ai toujours cet éclat dans la tête qui n'a pu être retiré." Le 20 mars, il est transporté à l'Hôtel-Dieu de Château-Thierry où il reste une semaine. Son état s'aggravant, il est transféré à Paris le 27, d'abord au Val-de-Grâce, puis sur l'intervention de son ami Serge Férat à l'hôpital italien, 41 quai d'Orsay. Il est finalement trépané le 9 mai : "Et naguère, au temps des lilas, l'éclat tempête sous mon crâne" (extrait de "On les aura", publié dans *Le Rire aux éclats*, le journal de la 74^e division d'infanterie, n° 5-6, novembre/décembre 1916).

N° d'ordre	Noms	Prénoms	Age	Grade	Etat civil Religion	Lieu et date de naissance
3268	Vaillant	Victor Emile	39	Soldat	Marié - Catholique	Meilly St. Leger Aisne 9 Octobre 1876
3269	Chevalier	Pierre	34	Soldat	Marié - Catholique	Wizy Charente 19 Janvier 1877
3270	Kostrowitzky	Guillaume	31	2 ^e Lieutenant	Célibataire Catholique	Rome Italie 16 août 1885

Registre des entrées à l'Hôtel-Dieu de Château-Thierry, 1916, indiquant Guillaume Kostrowitzky. Archives dép. Aisne, H-dépôt 19 Q 2



Guillaume Apollinaire (1880-1918), blessé, à l'hôpital italien à Paris.
Au centre : le médecin-chef Palazzoli et au second plan, de gauche à droite : le lieutenant Joseph Bachès et debout portant la barbe, le peintre Serge Férat, ami du poète. Paris, août 1916.
© Albert Harlingue / Roger-Viollet

8 - JMO du 246^e RI, SHD, 26N672/2.

9 - Le rédacteur du JMO tient à préciser que c'est "contrairement à l'ordre du 12 mars du commandant la 5^e armée (le général Franchet d'Espérey) qui prévoyait seulement des travaux à exécuter dans la région de Pontavert partie sud du bois de Beaumarais". Au lieu de dépendre de la 56^e DI, le bataillon se trouve donc rattaché à la 55^e DI, comme le 246^e.

10 - Ils reposent au cimetière national de Pontavert, tombes 2511 et 2515.

11 - 1/55 pour ambulance n° 1 de la 55^e division.

12 - Auguste Hourcade, dit Olivier-Hourcade, né en 1892 à Bordeaux, avait notamment fondé *La Revue de France* à laquelle collaboraient, entre autres, Emile Verhaeren, Francis Jammes, Paul Fort et Paul Claudel. Il repose aujourd'hui dans la nécropole française de Craonnelle, tombe n° 228.



Photographie de Guillaume Apollinaire blessé adressée à André Breton, août 1916. Coll. Atelier André Breton.

“MORT DE BLESSURES DE GUERRE”

Après sa trépanation le 9 mai à la Villa Molière, une annexe du Val de Grâce, commence une longue convalescence à l'Hôpital italien du quai d'Orsay. Ce sont ensuite, pendant près d'une année, des soins quotidiens au Val de Grâce, et des maux de tête fréquents. Le 23 novembre 1916, il écrit à Madeleine : “Je vais beaucoup mieux mais avec de grands étourdissements encore et une impotence fonctionnelle du bras gauche”. Son traitement prend fin le 25 avril 1917.

Le 11 mai, il est déclaré définitivement inapte au service armé. Mais toujours soumis aux obligations militaires, il est affecté le 25 juin à la censure de la presse de province, avec désormais pour seules armes un crayon rouge et un crayon bleu. On peut aussi croiser le “poète à la tête étoilée”, toujours revêtu de son uniforme bleu horizon, la tête protégée par un bandeau de cuir et arborant fièrement sa croix de guerre (obtenue le 17 juin 1916 avec une citation à l'ordre du régiment), dans les salles de rédaction, dans les salles de spectacle et, tous les mardis, au café de Flore. Il retrouve à Paris ses amis comme Pablo Picasso. Guillaume s'est détaché définitivement de Madeleine, il a rencontré Ruby, de son vrai nom Amélia Kolb, la “jolie rousse” de *Calligrammes*, qu'il épouse le 2 mai 1918. Est-ce le hasard si son précédent amant, le poète Jules Gérard Jordens, brancardier au 246^e Régiment d'infanterie, avait été tué par un obus au Bois des Buttes le 26 avril 1916 ? Sa blessure a rendu Guillaume plus sombre, souvent mélancolique. Il s'assombrit encore en mai 1917 à la nouvelle de la mort au Chemin des Dames de René Dalize, René Dupuy pour l'état-civil, son ami d'enfance à qui il dédie le recueil *Calligrammes* paru en avril 1918.¹³

“Vous voilà de nouveau près de moi
Souvenirs de mes compagnons morts à la guerre
L'olive du temps”¹⁴

Décidément, sa santé reste fragile, et ses poumons ont été définitivement affectés par les gaz. Nouvelle hospitalisation début 1918 pour une pneumonie à la Villa Molière où il passe un mois alité. Nouvelle convalescence. Etait-il pour autant une victime désignée pour la grippe espagnole qui l'emporte le 9 novembre 1918 ? Quant au sous-lieutenant Kostrowitzky, il est mort le même jour à Paris, 202 boulevard Saint-Germain, comme en témoigne sa fiche de Mort pour la France, mais de “blessures de guerre”...¹⁵

Guy MARIVAL

ÉVACUER DES CIVILS
À TRAVERS
LES LIGNES

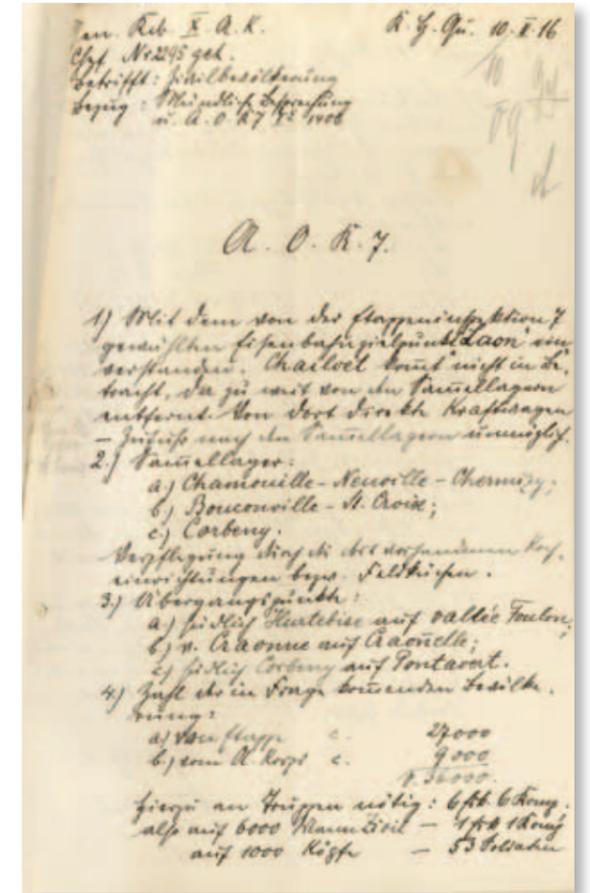
Au mois de février 1916, une importante réunion de l'état-major allemand sur le front ouest prévoit l'évacuation de 152 000 habitants de la zone occupée par la 7^e armée allemande, principalement dans le nord du département de l'Aisne¹. Pour parvenir à ce chiffre, plusieurs recensements et études statistiques sont commandés aux commandements locaux. L'évacuation des civils français mobilise de nombreuses troupes et engorge les gares et voies ferrées, alors que l'Allemagne s'apprête à lancer l'une des plus grandes offensives de toute la guerre autour de Verdun. A l'état-major de la 7^e armée à Laon, malgré de nombreux risques pour la sécurité des troupes, on propose d'évacuer une partie de ces civils directement à travers les lignes de front, entre Hurtebise et Pontavert.

Un document manuscrit découvert dans les archives de la 7^e armée allemande révèle les conditions de ce plan. Il prévoyait de faire venir jusqu'à 36 000 civils en gare de Laon, puis de les acheminer en camion vers 3 camps de rassemblement (Sammellagern) situés à l'immédiat arrière-front, le premier vers Chamouille, Neuville, Chermizy, l'autre vers Bouconville et Sainte-Croix, et enfin un autre à Corbeny. Le basculement par groupes depuis les lignes allemandes vers les lignes françaises devait s'effectuer ensuite à trois endroits différents (Übergangspunkte) :

- entre Hurtebise et La Vallée-Foulon,
- entre Craonne et Craonnelle,
- et entre Corbeny et Pontavert.

Les civils devaient être surveillés par des troupes de cavalerie et des Feldgendarmes. Le document précise que 5 à 6 soldats sont nécessaires pour surveiller une centaine de civils. On constate que les civils choisis pour cette opération devaient venir pour la plupart de la zone des étapes, située dans le nord du département de l'Aisne. Il était alors hors de question de faire passer du côté français des civils trop proches de leurs villages d'origine sur le front.

Bien que plus rapide et moins coûteuse que le rapatriement par la Suisse, cette surprenante opération pouvait mettre en péril tout le dispositif allemand. Les civils pouvaient, en passant, voir les installations allemandes et les décrire précisément aux officiers du renseignement français, une fois les lignes franchies. Contre ce risque d'espionnage, un subterfuge est envisagé par les Allemands, qui recommandent l'acheminement jusqu'au front des groupes de civils de nuit, limitant ainsi les observations à la faveur de l'obscurité. Mais, bien plus important, cette évacuation à travers les lignes, devait se faire avec l'accord des Français, comme le précise le document. Or, le plan envisage d'évacuer la première ligne allemande à l'aube et d'envoyer certaines “personnalités” parmi les civils comme porte-paroles auprès des troupes françaises. Rien n'évoque en revanche le franchissement des tranchées et des réseaux de barbelés. Sans savoir si une partie de cette opération a bien eu lieu, ce plan d'évacuation de civils sur le front du Chemin des Dames, à quelques jours du déclenchement de la bataille de Verdun, montre que pour l'état-major allemand il était urgent d'accélérer l'évacuation de la zone occupée par tous les moyens, et ce, dès le début de l'année 1916, bien avant les grandes évacuations liées à l'opération Alberich, qui auront lieu à l'hiver 1916-1917. Enfin, il est clair que seul le calme relatif qui régnait alors sur cette partie du front permettait d'envisager une telle opération.

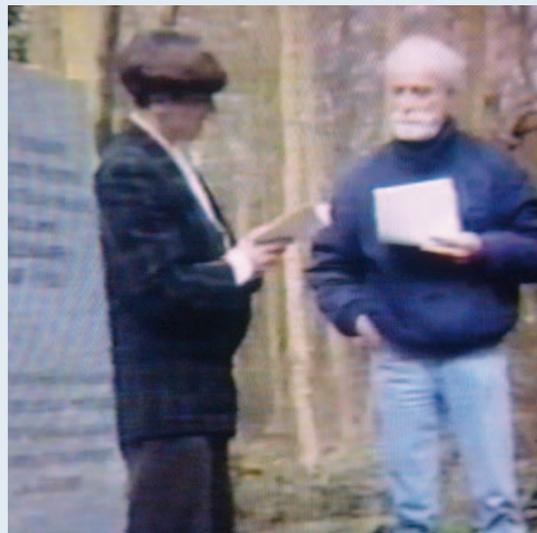


Rapport concernant l'évacuation de civils de la zone occupée, état-major de la 7^e armée allemande, 10 février 1916. Generallandesarchiv, Karlsruhe, 456 F1 Nr.7.

LA STÈLE DU BOIS DES BUTTES

A 200 mètres environ de la sortie de La Ville-aux-Bois-lès-Pontavert en direction de Pontavert, au bord de la route départementale 89, se dresse une stèle de granit signalée depuis la RD 1044 de Reims à Laon. Le 24 mars 1990, l'écrivain Yves Gibeau (1916-1994) avait convié ses amis, “non pas à une inauguration, mais à un pèlerinage” à la stèle qu'il venait d'ériger en hommage au poète, après deux ans de tracasseries. L'auteur d'*Allons z'enfants*, qui s'était installé non loin de là dans l'ancien presbytère de Roucy, avait expliqué qu'initialement, elle devait être installée quelques dizaines de mètres plus au nord, au plus près de la position qu'occupait la section de Guillaume Apollinaire. Les vers qu'il a choisis de faire inscrire dans la pierre sont extraits du poème “Rêverie” qu'Apollinaire avait envoyé à Lou le 11 mai 1915 avant de le reprendre en 1917 pour le recueil *Calligrammes* sous le titre “Les Saisons”.

L'écrivain Yves Gibeau lors de l'inauguration de la stèle Apollinaire au Bois des Buttes, le 24 mars 1990. Coll. de l'auteur.



1 - GLA Karlsruhe 456 F1 Nr.7

1916 PREMIER REFUS COLLECTIF LES FUSILLÉS DU 96^E RI

Le 22 mai 1916, à 4 heures du matin, 4 soldats du 96^e régiment d'infanterie sont fusillés devant plusieurs centaines d'autres soldats, à Roucy, au lieu-dit "La Mutte des Grillots". Comment cette exécution collective a-t-elle pu avoir lieu ? Comment ces hommes ont-ils pu subir ce châtement à une période de la guerre où la justice militaire se fait plus clémente et alors même que les députés engagent une réforme de son fonctionnement ?

UN TRAUMATISME AU 96^E RI

L'exécution de plusieurs soldats d'un même régiment demeure un fait rare durant la Première Guerre mondiale. Un tel événement reste particulièrement traumatisant pour les témoins. Ce 22 mai 1916 à l'aube, Émile Mauny, sergent au 246^e RI, raconte : "C'était lugubre, poignant. Tous étaient hébétés d'avoir participé à cette exécution. Peut-être ces quatre malheureux avaient-ils mérité leur sort (je ne sais pas), mais on devrait bien trouver un autre moyen d'exécuter la loi au siècle où nous sommes."¹ Le capitaine Truffau du 246^e RI apporte quelques détails et évoque même deux cas de folie consécutives à cette mise à mort². Pour l'adjudant Bellet, la raison de cette exécution serait l'échec d'une précédente attaque au Bois des Buttes. Il évoque néanmoins un rassemblement difficile du bataillon, vite réglé dit-il, mais, "lorsque le commandement réclama des responsables, le général grossit les incidents du 96^e. Il ordonna l'arrestation des plus excités, qui furent jugés et exécutés sur-le-champ, sans même que notre colonel eût le temps d'intervenir. [...] De l'avis même de nos officiers, on avait exagéré, car si une punition exemplaire était nécessaire, la peine de mort était excessive."³ Enfin, le soldat Bouquet raconte : "Nous allons cantonner à Roucy, que nous quittons dans la nuit du 17 pour aller à Pontavert. Ce nouveau départ en ligne a provoqué des incidents dans une compagnie de mon régiment dont la suite fut vraiment très pénible. Les soi-disant fautifs furent pris au hasard."⁴ Le point commun de tous ces témoignages est qu'ils méconnaissent les circonstances exactes de l'incident mais jugent unanimement la sanction comme démesurée.⁵ L'absence de

dossier de jugement dans les archives de la 55^e division d'infanterie (DI) limite l'analyse de cet incident⁶, mais les nombreux rapports figurant dans les archives du Grand Quartier général comblent partiellement cette lacune et suggèrent une affaire singulière, qui a retenu l'attention du commandant en chef.⁷

En 1916, le 96^e RI était un régiment sans histoire, commandé par un officier expérimenté, le colonel Pouget. Il appartenait à la 31^e DI mais avait été provisoirement détaché auprès de la 55^e DI. Au début du mois de mars, le front de l'Aisne est un secteur calme. La bataille de Verdun faisant rage, les Allemands engagent une action de

diversion entre Craonne et Berry-au-Bac, dans le secteur du Bois des Buttes, tenu par la 55^e DI. Le 10 mars, l'attaque allemande lui fait perdre ses positions avec de lourdes pertes. Le nombre de prisonniers et disparus, près de 800, fait sourciller le commandement qui suspecte un abandon collectif. La contre-attaque française du 25 avril est elle-même un échec qui est émaillé de refus

de combattre rapportés par le capitaine Tuffau. De plus, elle a été précédée par la découverte d'inscriptions antimilitaristes. En période d'offensive, tout cela demeure assez commun mais dénote une baisse du moral au sein de la division⁸.



Prisonniers français après l'attaque du Bois des Buttes, La Ville-aux-Bois, 10 mars 1916. Carte-photo allemande. Coll. part.



La ferme du Faité, Ventelay, lieu de l'incident au 96^e RI, le 30 avril 1916. Photo F. Viltart / CD02, 2016

Quelques sections se sont équipées mais, à la faveur de la nuit, des cris partent des baraquements incitant les hommes à se disperser. Finalement, à force de discussions et de persuasion, les lieutenants Lévy et Ortiger parviennent à rassembler leurs compagnies ; il est alors 21 heures. L'incident a été sérieux, mais surtout, il n'a pas pu passer inaperçu, ayant eu lieu à proximité du siège de l'état-major de la division. Le rapport du chef de bataillon Riols, qui en l'absence du chef de corps commande le régiment, cherche pourtant à minimiser les faits : "Les hommes étaient fatigués, écrit-il, ils ont été entraînés par quelques meneurs que nous connaissons bien. Les commandants de compagnie auraient dû les arrêter dès le début de l'incident. Ils sont aujourd'hui tout penauds quand on leur reproche leur acte et ils se rendent compte de la gravité de la faute commise". Les hommes de troupe rejettent la faute sur des meneurs dont ils ne connaissent pas les noms. Cependant, des officiers ont remarqué certains soldats qui ont pris, selon eux, une part active à la manifestation ; ils sont sept : Émile Lhermenier, Félix Milhau, Joseph Gineste, Lucien Baleux, Blaise Romain, Paul Regoult et Louis Meloux. Les commandants de compagnie leur infligent une sanction de huit jours de prison, avec demande d'augmentation, au motif suivant : "A dans un état de surexcitation causé par la fatigue, essayé de causer du désordre dans l'unité en disant à ses camarades de ne pas s'équiper, qu'on voulait les mener à la fourchette, a par ce fait été la cause d'un retard d'une heure au départ de la compagnie. A obéi au sous-officier laissé pour le ramener."¹⁰ Quatre autres soldats, complètement ivres au moment du départ, sont aussi sanctionnés ainsi que le caporal Morineau qui s'est désintéressé de son escouade lors du rassemblement.

"ON VA NOUS MENER A LA FOURCHETTE"

Les 29 et 30 avril 1916, les 2^e et 4^e compagnies du 96^e RI sont mises au repos à la ferme du Faité, sur la commune de Ventelay. Un camp de baraquement qui jouxte la ferme abrite l'état-major de la division. Il fait très chaud ce 30 avril et les hommes vont acheter du vin au village. À 14 heures, l'annonce du départ pour le Bois de Beaumarais est accueillie par des protestations. Dans l'après-midi, les conversations vont bon train chez les soldats qui continuent à boire. À 19 h 45, heure du départ, les soldats ne sont toujours pas équipés. Les protestations se font plus vives car le bruit court qu'ils partent pour participer à une attaque.



La ferme du Faité, depuis la route de Ventelay à Roucy, juillet 1915. Coll. part.

*"On en a assez de marcher toujours pour les autres. Si d'autres régiments perdent le Bois des Buttes, c'est nous qui devons le reprendre, nous sommes fatigués, nous ne marchons pas. [...] On dit que l'on va nous mener à la fourchette. On dit que si nous nous équipons, les couteaux sont sortis."*⁹

1 - Michel Mauny, *Lettres d'un couple d'instituteurs bourguignons dans la tourmente de la Grande Guerre*, chez l'auteur (10 rue du 4 août 1789, 89400 Migennes), 2006, p 114.

2 - Paul Truffau, *Quatre années sur le front. Carnet d'un combattant*, Imago, 1998, p 120.

3 - Pierre Bellet, *Ma grande guerre au 96^e*, (non publié).

4 - Témoignage inédit transmis par Frédéric Avenel.

5 - J'avais rapidement évoqué cette affaire dans "La grève des tranchées", Imago, 2005. Elle a fait également l'objet d'un article de Franck Beauclerc, "L'affaire du Bois des Buttes et des fusillés du 96^e RI (mars-mai 1916)", magazine *Tranchées* n°15, 4^e tr. 2013, p. 19-33.

6 - Service Historique de la Défense (SHD), 11 J 1744.

7 - SHD, GQG, V° Ar. 19 N 868 et 2^e Bureau, 16 N 1519.

8 - Franck Beauclerc, L'affaire du Bois des Buttes, p. 21 à 26.

9 - SHD 19 N 868, rapport du 28 mai 1916.

10 - SHD 16 N 1520, 96^e RI, punitions.



Jugement du conseil de guerre de la 55^e DI.
SHD/GR 11 J 1738-2

En transmettant le tableau des punitions joint à son rapport, le commandant Riols réclame "des punitions exemplaires" pour les principaux protagonistes, laissant ainsi le soin à ses supérieurs de choisir les sanctions. Il demande toutefois 7 jours de prison supplémentaires pour les ivrognes et la cassation de son grade pour Morineau. De plus, il impute une part de la responsabilité de l'incident aux lieutenants Lévy et Ortiger qui, selon lui, auraient dû faire preuve de fermeté en arrêtant immédiatement les meneurs. C'est donc au niveau de la division que vont se décider les suites à cette affaire. Officier de valeur, bien considéré par ses supérieurs, Pouget aurait pu probablement minimiser l'affaire, mais à son retour, les dés sont jetés. Il n'a plus qu'à entériner la situation. Le rapport va être aussi transmis au général Wirbel, commandant le corps d'armée. Il semble que ce soit lui qui ait alors pris l'affaire en main directement. D'autant plus que le général de La Porte, commandant la 55^e DI, sera bientôt absent. Wirbel demande un complément d'enquête et la mise en jugement des soldats les plus incriminés : Lhermenier, Milhau, Baleux, Regoult, Ginestre, Romain et Meloux. Le 15 mai, Riols qui ne s'attend vraisemblablement pas au résultat final, semble satisfait de la tournure que prennent les événements. Il note que le soldat Lhermenier est déjà en prévention de conseil de guerre de la 31^e DI et qu'il y aurait un fait nouveau : Milhau aurait dit après l'affaire : "Puisqu'on n'a pas voulu nous suivre, nous opérerons autrement une autre fois. Je crois que cette affaire prend la tournure qu'elle aurait dû prendre dès le début si les lieutenants Lévy et Ortiger avaient moins tergiversé avec deux ou trois énerguemènes qu'il fallait mater immédiatement."¹¹

Cour intérieure de la ferme du Fauté en 1915. Coll part.



Malgré l'absence du rapport du capitaine Lacaze, commissaire rapporteur sur lequel repose l'accusation, nous savons qu'il n'a pas retenu la préméditation dans l'organisation de l'incident et que, pour établir des responsabilités, "il s'est appuyé sur des impressions ou des conversations et non sur des faits établis."¹² Le conseil de guerre se réunit à Roucy le 20 mai 1916 sous la présidence du lieutenant-colonel Collon, commandant le 204^e RI¹³. Le jugement nous apprend que les cinq juges ont été nommés par "le colonel commandant provisoirement la division". Le général de La Porte étant absent, on peut penser que l'écart hiérarchique avec le général Wirbel laissait peu de latitude à ce colonel. Chaque inculpé, poursuivi pour refus d'obéissance en présence de l'ennemi, est défendu par un avocat désigné d'office. À l'issue des débats, Lhermenier et Milhau sont déclarés coupables à l'unanimité, Baleux et Regoult par quatre voix contre une. Les quatre hommes sont donc condamnés à mort avec dégradation militaire. Ginestre, Romain et Meloux échappent de 5 ans de travaux forcés et la dégradation militaire. Engagé volontaire, Lucien Baleux avait 19 ans quand il fut exécuté à Roucy.

Extrait du carnet du soldat Bellet du 96^e RI.
Coll. Part.

Lorsque notre Rég^t quitta ce secteur pour rejoindre la 31-DI, le 9^e Grossetti commandant le 16^e CA donna cette exécution excessive et reprit l'affaire en mains. Il eut gain de cause, car ceux qui n'avaient pas su gagner la victoire et qui avaient ordonné ce jugement injuste furent limogés, c.à.d. destitués de leur commandement. C'était la réhabilitation du Rég^t que l'on avait voulu saluer, mais malheureusement il n'y avait plus rien à faire pour ceux qui restaient couchés dans ces jardins de Roucy.

11 - SHD 16N1520, 15 mai 1916, lettre du commandant Riols au colonel Pouget.
12 - SHD 19N868, rapport, V^e armée.
13 - SHD 11J1738, 55^e DI.

96^e Régiment 2^e Infanterie
Carnet
Etat nominatif des officiers et gradés présents à la Compagnie pendant les événements du 30 avril.

N ^o	Nom et Prénom	Grade	Classe	Statut	Autres
	André Lévy	Lieut		Amusé	
	André Morineau	Lieut		Amusé	
	André Ortiger	Lieut		Amusé	
1000	André Baleux	Lieut	1900	Amusé	
1001	André Regoult	Lieut	1900	Amusé	
1002	André Ginestre	Lieut	1900	Amusé	
1003	André Romain	Lieut	1900	Amusé	
1004	André Meloux	Lieut	1900	Amusé	
1005	André Lhermenier	Lieut	1900	Amusé	
1006	André Milhau	Lieut	1900	Amusé	
1007	André Collon	Lieut	1900	Amusé	
1008	André Wirbel	Lieut	1900	Amusé	
1009	André de La Porte	Lieut	1900	Amusé	
1010	André Pouget	Lieut	1900	Amusé	
1011	André Lacaze	Lieut	1900	Amusé	
1012	André Baleux	Lieut	1900	Amusé	
1013	André Regoult	Lieut	1900	Amusé	
1014	André Ginestre	Lieut	1900	Amusé	
1015	André Romain	Lieut	1900	Amusé	
1016	André Meloux	Lieut	1900	Amusé	
1017	André Lhermenier	Lieut	1900	Amusé	
1018	André Milhau	Lieut	1900	Amusé	
1019	André Collon	Lieut	1900	Amusé	
1020	André Wirbel	Lieut	1900	Amusé	
1021	André de La Porte	Lieut	1900	Amusé	
1022	André Pouget	Lieut	1900	Amusé	
1023	André Lacaze	Lieut	1900	Amusé	

Enquête sur les officiers présents au sein de la 2^e compagnie du 96^e RI lors des événements du 30 avril 1916. SHD, 16 N 1519, 96^e RI

REMISE EN CAUSE DU COMMANDEMENT

Ce qui surprend le plus dans les archives de cette affaire est que l'on découvre que des enquêtes approfondies ont été menées pour trouver une explication à cet incident : rôle et activité du régiment, emploi des compagnies, répartition des hommes par classe et par région d'origine, état des punitions, avis sur la compétence des officiers, état des pertes, etc. Toutes ces investigations sont datées du 23 ou du 25 mai 1916, c'est-à-dire après qu'ait eu lieu l'exécution. Que mettent-ils en évidence ? Rien de particulier, si ce n'est un échec militaire, un repos trop court, un chef de corps absent, des officiers décontenancés par ce type d'incident, soit un faisceau d'éléments qui apparaissent clairement comme les causes du ras-le-bol des hommes du 96^e RI, le 30 avril.

Vue aérienne oblique de Roucy en 1917, avec l'indication du lieu de l'exécution des 4 soldats du 96^e RI : "La Mutte des Grillots". Coll. part.

À bien y regarder, cet incident montre que les temps ont changé au printemps 1916. Les généraux n'ont pas encore compris que les soldats sont exténués par la guerre et ne veulent plus être commandés par la contrainte. Ils ne le comprendront qu'en 1917, lors de la crise des mutineries, dont cette affaire de 1916 doit nous inviter à reconsidérer le poids de la conjoncture. Le déroulement et la gestion de cette affaire, sont en tous points comparables à ce qui va se passer un an plus tard. Les motifs invoqués sont les mêmes : un échec militaire, des hommes qui entraînent leurs camarades, le manque d'autorité de l'encadrement, des hommes qui ont bu ou sont fatigués, etc. On constate la même précipitation dans la mise en jugement et la même pression de la hiérarchie pour désigner des coupables.

À la décharge de l'encadrement, il faut souligner qu'un incident de ce type remet en question toute la hiérarchie militaire. Du chef de section au commandant d'armée, chacun a alors une obsession : prouver que sa responsabilité n'est pas engagée. Il ne fait pas de doute que le général Wirbel a fait pression sur ses subordonnés pour faire des exemples, mais là encore, c'est un grand classique. Pendant toute la guerre, les généraux souhaitent faire des exemples qui seuls, selon eux, peuvent garantir le maintien de l'ordre parmi la troupe. Pour autant, les juges n'ont pu juger sur ordre mais bien "en leur âme et conscience". Le président du conseil de guerre, le lieutenant-colonel Collon était



une forte personnalité qui ne s'en laissait pas compter. Il a entériné les conclusions légères du commissaire rapporteur plus dans un souci d'exemplarité que de justice. Mais d'autres paramètres ont favorisé cette dérive. On sait notamment qu'une blessure rendait Wirbel particulièrement irritable¹⁴. Les rapports avec le général Mazel étaient également difficiles voire conflictuels, celui-ci ne supportait pas qu'on lui soumette de tels

problèmes¹⁵. Enfin, le général de La Porte était absent pour gérer cet incident et un colonel assurait l'intérim sous les ordres de Wirbel.

14 - SHD 9 YD 610, dossier Wirbel.
15 - Le comportement de Mazel est connu par les souvenirs inédits du général Guédény.



Les tombes des 4 fusillés, Lucien Baleux, Emile Lhermenier, Félix Milhau, Paul Regout, dans le cimetière militaire de Pontavert. Photo D. Rolland

LA REFORME DE LA JUSTICE MILITAIRE

La réforme de la justice militaire engagée au printemps 1916, à l'initiative du député Paul Menier, n'a pas eu d'incidence sur les conséquences de cette affaire. En effet, le 24 avril, les conseils de guerre spéciaux sont supprimés et le 8 juin, soit deux semaines seulement après l'exécution, les recours en révision rétablis. Wirbel était-il au courant de cet infléchissement imminent du fonctionnement de la justice militaire au point d'accélérer la procédure sans tenir compte des résultats des enquêtes en cours ? On peut le soupçonner, d'autant plus qu'il n'a pas usé de la faculté que lui offrait la justice du moment : demander la grâce des condamnés au Président de la République. Cette affaire devait sceller son propre sort : le 30 mai 1916, une semaine après l'exécution à Roucy, le général Wirbel est limogé, sans motif officiel.

Denis ROLLAND

MON ÉCOLE DANS LA GRANDE GUERRE

Du 15 avril au 30 septembre 2016, les Archives départementales de l'Aisne proposent une exposition intitulée "Mon école dans la Grande Guerre". L'école, creuset de la conscience nationale, possède un lien particulier avec le premier conflit mondial, qui a bouleversé l'enseignement en France. Les Archives départementales, en collaboration avec les services de la Direction des services départementaux de l'Éducation Nationale, souhaitent montrer comment l'école a contribué à l'élaboration du citoyen de 1914, comment l'instruction de la jeunesse s'est poursuivie dans l'Aisne déchirée, entre la zone occupée par l'armée allemande et la zone libre, et comment l'école s'est reconstruite matériellement et moralement après 1918. Et ce, jusqu'à nos jours, où l'école de la République contribue à façonner la mémoire collective.



La classe dans une creute de Paissy durant la Grande Guerre. Musée national de l'Éducation nationale de Rouen

16

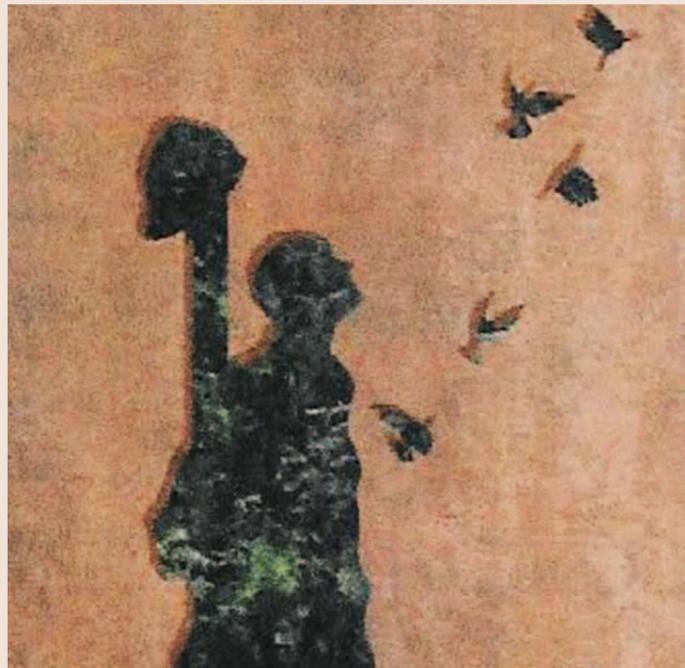
UNE STÈLE AUX "FUSILLÉS POUR L'EXEMPLE" À ROUCY

Le 22 mai 1916, Lucien Baleux, Émile Lhermenier, Félix Milhau et Paul Regout, soldats du 96^e RI sont exécutés à Roucy, après une décision du conseil de guerre. Quelques semaines après, le 6 juin 1916, le soldat Théophile Boisseaux, du 246^e RI, est fusillé à Roucy pour ne pas avoir rejoint sa section lors d'un bombardement. Un an après, le 13 juin 1917, Henri Désiré Valembas, soldat du 313^e RI est également exécuté à Roucy, pour révolte et voie de fait envers un supérieur.

Ces 6 soldats, dont le plus jeune avait 19 ans, avaient pris part à de nombreux combats. À l'effroi de leur condamnation s'ajoutait le poids de la honte pour leurs familles. Leurs corps n'ont pas été rapatriés dans leur village d'origine et reposent toujours dans le cimetière militaire de Pontavert. Seuls les noms de Lucien Baleux, Félix Milhau et Emile Lhermenier figurent sur les monuments aux morts de leurs villages respectifs.

Pour que cette douloureuse page d'histoire ne s'efface pas, les membres de l'association le Regain de Roucy, en partenariat avec la commune de Roucy et le Conseil départemental de l'Aisne, dans le cadre du centenaire de la Première Guerre mondiale, procéderont à l'inauguration le **28 mai 2016, à 11 heures**, d'une stèle en mémoire de ces 6 soldats "fusillés pour l'exemple", au centre du village de Roucy.

Plus d'information : www.le-regain-roucy.com



Projet de stèle par l'artiste Victor Lejeune

17

La Première Guerre mondiale constitue une levée en masse comparable à celle de 1792 pour de nombreux soldats¹. Sa dimension universelle et citoyenne infuse la société française à travers le temps. Elle jette dans le feu des combats une génération entière, apparemment modelée par les "hussards noirs de la République", dans le souvenir de la débâcle de 1870, pour prendre une revanche sur l'instituteur allemand, qui serait le vrai vainqueur de Sadowa et de Sedan². Cependant, l'attitude revancharde, revendiquée par l'école de Jules Ferry doit être nuancée. La personnalité et la sensibilité de l'enseignant, comme l'environnement de l'élève, modèrent les attitudes et la réception des enseignements. Les salles de classe ont fait du soldat de l'été 1914 un travailleur et un citoyen avant tout. Il trouve sa place dans les rangs de l'armée mobilisée grâce au socle de connaissances et de valeurs communes apportées par l'instituteur mâtiné d'une complexité, qui fait du poilu un homme dont l'engagement individuel varie selon la personnalité et le moment. Parmi ces poilus, il faut distinguer notamment l'enseignant mobilisé. Ce dernier se retrouve souvent gradé en première ligne et ainsi davantage victime du feu comme de son rôle dans la société civile³.

Parmi les nombreuses victimes du conflit, il faut aussi compter les enfants scolarisés dans l'Aisne durant la Grande Guerre. Ainsi, les enfants nés entre 1900 et 1912 ont eu une scolarité particulièrement bouleversée. En "pays envahi", les cours sont dispensés de manière sporadique, avec un programme contrôlé par les Allemands et des inspecteurs, souvent issus du clergé. Dans l'Aisne occupée, le corps enseignant fait aussi, à sa manière, la guerre à l'occupant, à travers des références patriotiques distillées dans les leçons. Dans les zones les plus méridionales du département, par deux fois, en 1914 et 1918, l'avancée allemande bouleverse la classe. Le reste du temps, elle est rythmée par les passages et le stationnement des troupes. Mais c'est dans la zone du front que les cours sont les plus perturbés. Lorsqu'ils ont lieu, ils se déroulent dans des conditions précaires, comme dans l'obscurité d'une creute, à Paissy, à quelques centaines de mètres des premières lignes du Chemin des Dames.

Après-guerre, les conditions d'enseignement restent difficiles dans l'Aisne. De nombreuses écoles sont endommagées. La classe se fait alors dans des baraques en bois voire dans des caves. Dans ces lieux improbables, un enseignement pacifié permet aux instituteurs de contribuer à la mémoire de ce terrible conflit dans la classe et lors des cérémonies liées à l'hommage aux victimes ou à la reconstruction.

Une mémoire de l'école dans la guerre qui se perpétue à l'occasion du centenaire de la Première Guerre mondiale et de cette exposition qui présente des travaux d'élèves de plusieurs écoles, collèges et lycées axonais qui ont travaillé sur le thème : "Mon école dans la Grande Guerre".

Michel SARTER

1 - Valmyre Bienfait, *Comme ceux de quatre-vingt-douze : extraits du carnet de campagne d'un instituteur officier de réserve*, Imprimerie Meininger, Mulhouse, 1920. Valmyre Bienfait est instituteur à Vauxaillon en 1914.
2 - Murray Rothbard, *L'éducation gratuite et obligatoire*, Institut Coppet, Paris, 2015.
3 - Suite aux combats du 320^e régiment d'infanterie à Verdun, Edmond Blanguernon cite les 22 instituteurs qui sont tués, blessés, disparus et cités lors de ces combats dans le *Manuel général d'instruction primaire* en 1918.

Exposition en libre accès du 15 avril au 30 septembre 2016

Archives départementales de l'Aisne
28 rue Fernand Christ - 02000 LAON
Tél. 03 23 24 61 47

www.archives.aisne.fr

“Pendant que nous établissions des routes, des pistes, des dépôts de munitions, ils installaient des tourelles blindées pour leurs mitrailleuses, ils construisaient des retranchements, des souterrains et des blockhaus en béton, ils plantaient des nouveaux réseaux. Ils ont eu tout le temps d’organiser leur traquenard.”

Gabriel Chevallier, *La Peur*, 1930.

QUAND LE CHEMIN S’ARMAIT DE BÉTON

Au Chemin des Dames en 1917, les attaquants français se sont heurtés à des emplacements de combat bétonnés. Ces abris armés par les Allemands de mitrailleuses effectuant des tirs croisés ont empêché à de nombreux endroits la progression française. D’autres reliés à des tunnels ou à des carrières souterraines ont permis à des détachements allemands de lancer des contre-attaques. Une lutte âpre et meurtrière fut alors nécessaire pour conquérir ces points d’appui en béton dont la conception avait été réglementée dès 1916.

En juin 1916, le ministère de la guerre allemand publie un premier règlement intitulé : *Kriegsministerium, Stellungsbau*. Ce document relatif à la guerre de position décrit comment organiser et fortifier la défense d’un secteur du front à l’aide d’éléments de béton armé. Un chapitre est dédié à la construction de fortifications avec des schémas de casemates bétonnées. Le haut commandement allemand est conscient que l’édification et l’organisation de telles positions permet de mieux défendre ; il sait aussi qu’elles permettent de mieux protéger les troupes. La construction en béton a pour but d’économiser la vie des hommes mais aussi de contribuer à la solidité de leur moral. On peut ainsi y lire :

“Le béton offre une excellente protection contre les effets des projectiles. Le béton est un mélange de ciment, de sable et de pierre (cailloux, pierres concassées). Pour obtenir une consistance suffisante au bout d’un temps très court, il faut mélanger ces matériaux dans



Vestige d’un abri allemand découvert lors des travaux d’aménagement de la RN2 en 2005.
Photo CD02/Cyril Delahaye

le rapport suivant 1 partie de ciment, 2 de sable, 4 de pierres. Pour mesurer les quantités voulues, on se sert de sacs à terre ou d’autres récipients ; 5 sacs de ciment de fabrication allemande contiennent environ 1/5 de mètre cube. On trouve fréquemment un mélange de sable et de cailloux qu’on peut mettre immédiatement en œuvre s’il correspond au rapport susmentionné, sinon on y ajoute du sable ou des pierres. Le sable et les pierres doivent être durs et à arêtes vives et ne pas contenir de parties argileuses ou terreuses. Il s’en suit que souvent les pierres et le sable trouvés sur place ne conviennent pas.

L’emploi de matériaux impropres et la non-observation des indications qui seront données ci-après diminuent notablement la solidité des constructions en béton []. Avec l’emploi de béton armé la force de résistance croît notablement ; avant tout, la construction toute entière reçoit une cohésion plus intime. Les matériaux nécessaires à la confection de 1 mètre cube de béton constituent la charge de 80 porteurs. Par suite, il faudra, aux endroits où l’on doit exécuter des bétonnages importants, faciliter le transport des matériaux par des voies étroites jusqu’aux chantiers”.



Abri allemand en béton armé aménagé dans le fort de La Malmaison, 27 octobre 1917.
Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), fonds Valois, 1349.

Sur le plan tactique, l’emplacement des points d’appui bétonnés échelonnés en profondeur est décidé pour permettre un soutien mutuel grâce à des tirs de flanquement. La réalisation est cependant contraignante car il faut échapper à l’observation ennemie. La plupart des abris sont construits la nuit ou par temps de brouillard. Plusieurs techniques de camouflage sont alors utilisées. Par exemple, la construction à l’intérieur d’un bâtiment existant présente l’avantage d’être invisible de l’extérieur (cela ressemblant toujours au même bâtiment extérieurement) et de pouvoir utiliser le mur comme coffrage. Une autre technique consiste à élever progressivement le remblai de terre la nuit devant l’ouvrage en construction pour le masquer car redondance, sans attirer l’attention des adversaires. Avec l’expérience acquise, la manière de construire change et se modernise, avec l’emploi de sortes de parpaings de béton armé ou de pièces préfabriquées à l’arrière, que l’on peut assembler plus rapidement.

Dès lors, les abris pour les soldats et les mitrailleuses forment la clé de voûte du système de défense allemand. Des canons ou des mortiers peuvent parfois y être installés. Les postes d’observation avec périscope et en liaison optique ou téléphonique avec l’artillerie finalisent avec les barbelés l’efficacité défensive d’un point d’appui.

Si la théorie fait de ces abris de redoutables moyens de défense, au combat ils peuvent se révéler de véritables pièges pour leurs occupants. Le 9 avril 1917, durant un bombardement près de Juvincourt, le lieutenant Georg Will du 7^e régiment de réserve bavarois écrit : “Nous étions pris dans une misérable souricière. C’était un emplacement de mortier abandonné, d’une construction forte en béton pour être sûr, mais avec son entrée ouverte vers l’ennemi. Nous l’avions seulement bloquée de manière grossière. C’était difficile pour la sentinelle à l’entrée. Elle devait être capable de plonger à couvert à tout moment, mais aussi de continuer l’observation”¹.

Parfois, deux sorties sont aménagées dans un abri pour permettre une extraction plus rapide face à des assaillants qui sont peu enclins à y pénétrer ou à y faire des prisonniers. La neutralisation où le “nettoyage” de ces abris s’effectue alors le plus souvent par des jets de grenades à l’intérieur, des tirs d’obus perforants de 37 mm tirés par des petits canons contre les ouvertures, ou à l’aide de lance-flamme, comme l’écrit le lieutenant René Germain lors de la prise du Fort de La Malmaison en octobre 1917 : “Tout à coup, une mitrailleuse nous claque aux oreilles. Elle est à quinze mètres devant nous, un peu à gauche. Quelques Poilus se précipitent, et à la faveur de l’obscurité réussissent à s’en emparer, mais les soldats qui la servent se sont réfugiés dans l’abri profond qui doit être intact. J’y envoie un de mes lance-flammes qui d’un jet de feu massacre tous les occupants”². Aujourd’hui encore nombre de ces abris en béton continuent de hanter les champs le long du Chemin des Dames.

Parfois, deux sorties sont aménagées dans un abri pour permettre une extraction plus rapide face à des assaillants qui sont peu enclins à y pénétrer ou à y faire des prisonniers. La neutralisation où le “nettoyage” de ces abris s’effectue alors le plus souvent par des jets de grenades à l’intérieur, des tirs d’obus perforants de 37 mm tirés par des petits canons contre les ouvertures, ou à l’aide de lance-flamme, comme l’écrit le lieutenant René Germain lors de la prise du Fort de La Malmaison en octobre 1917 : “Tout à coup, une mitrailleuse nous claque aux oreilles. Elle est à quinze mètres devant nous, un peu à gauche. Quelques Poilus se précipitent, et à la faveur de l’obscurité réussissent à s’en emparer, mais les soldats qui la servent se sont réfugiés dans l’abri profond qui doit être intact. J’y envoie un de mes lance-flammes qui d’un jet de feu massacre tous les occupants”². Aujourd’hui encore nombre de ces abris en béton continuent de hanter les champs le long du Chemin des Dames.

Yves FOHLEN

Vestige d’un observatoire allemand, Chavignon, 2016.
Photo CD02/FV

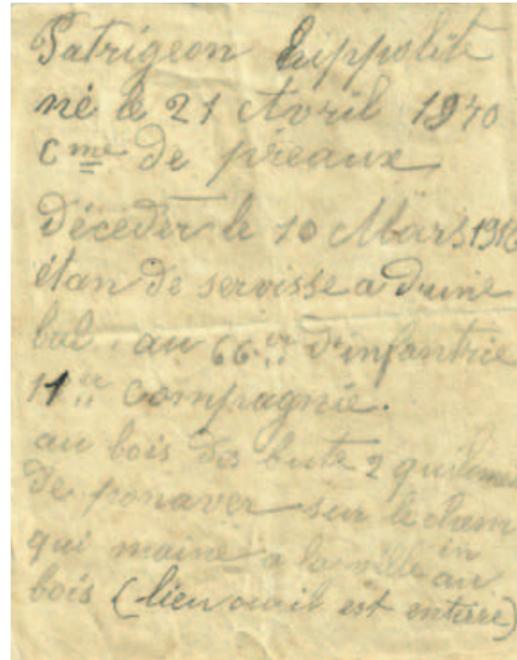


1 - Vater Will, *Kriegstagebuch*. Meier-Gesees Karl, Bayreuth, 1931.
2 - René Germain, *Il revint immortel de la grande bataille*. Carnets de guerre 1914-1919, Editions Italiques, 2007.

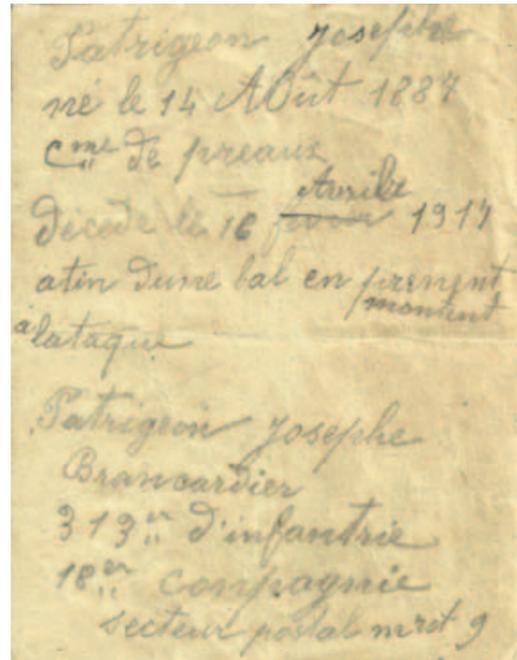
DEUX FRÈRES EN MÉMOIRE

Hippolyte et Joseph Patrigeon, deux frères originaires de l'Indre, sont tués à un an d'intervalle à La Ville-aux-Bois-lès-Pontavert : le premier le 10 mars 1916, et le second le 16 avril 1917.

Disparus au combat, les deux frères reposent peut-être toujours, non loin l'un de l'autre, au pied du Chemin des Dames.



Feuille mentionnant la mort d'Hippolyte Patrigeon le 10 mars 1916.
Archives famille Patrigeon-Limet



Feuille mentionnant la mort de Joseph Patrigeon le 16 avril 1917.
Archives famille Patrigeon-Limet

HIPPOLYTE "SUR LE CHEMIN QUI MÈNE À LA VILLE-AUX-BOIS"

Hippolyte Patrigeon a 45 ans lorsqu'il est fauché par une balle, le 10 mars 1916. Ce jour-là, l'armée allemande lance une attaque à objectif limité : prendre le saillant formé par les positions françaises au Bois des Buttes. Avec ses trois buttes qui s'élèvent à une centaine de mètres d'altitude, ce petit bois situé entre La Ville-aux-Bois et Pontavert permet aux Français de contrôler le secteur sud de Craonne depuis les combats de septembre 1914 et la fixation du front. Né à Préaux dans l'Indre, Hippolyte, qui a reçu le nom de baptême de son père, est célibataire. Trop âgé pour un régiment de ligne, il est rappelé en août 1914 au 66^e régiment d'infanterie territoriale (RIT). Au mois de mars 1916, loin de la bataille qui fait rage désormais à Verdun, ses camarades, des réservistes comme lui pour la plupart, pensent occuper une partie calme du front dans l'Aisne. Le 10 mars, c'est un déluge d'artillerie qui s'abat sur les positions françaises, malgré la contre-attaque du 276^e RI, le Bois des Buttes est en partie envahi par les vagues d'assaut allemandes. Hippolyte Patrigeon est porté disparu (un feuillet conservé dans les archives familiales indique cependant une inhumation). Le 28 décembre 1915, il écrivait à sa nièce : "C'est avec le plus grand plaisir que je vois arriver le premier de l'an [...] en attendant le jour qui est bien désiré de me rapprocher près de vous tous car j'espère que la fin sera pas loin à présent".



Eliane, la petite-fille de Joseph Patrigeon,
avec la correspondance de son grand-père tué le 16 avril 1917.
Photo Isabelle Fouassier



Lettre d'Hippolyte Patrigeon à sa nièce, Rolande, le 28 décembre 1915.
Archives famille Patrigeon-Limet

Au front, Joseph passe par les tranchées de l'Argonne et de Verdun, sans jamais oublier d'écrire à sa femme ou à sa nièce "tous les deux jours". Le 1^{er} novembre 1916, lors d'une attaque au ravin de Bazil, dans le secteur de Verdun, il est cité à l'ordre de la brigade : "Brancardier, chef d'équipe d'un service irréprochable, à la tête de son équipe, sous un violent bombardement, s'est mis à la recherche du capitaine, adjudant-major de son bataillon disparu, et a ramené son corps". Le 10 avril 1917, le régiment arrive au front près de Pontavert, il doit faire partie, au sein de la 9^e DI, de la première vague d'assaut de la grande offensive qui doit permettre de percer les lignes allemandes. Ladislav Granger, qui appartenait également à la 18^e compagnie du 313^e RI, a raconté sa guerre. Il décrit la composition du régiment : "Ces régiments incorporent les réservistes plus anciens, jusqu'à la classe 1900 (et même 1899 en octobre

JOSEPH, LE BRANCARDIER DU 16 AVRIL

Joseph Patrigeon, que tout le monde appelle Raymond, classe 1907, est âgé de 27 ans quand il réintègre le 114^e RI à la déclaration de guerre, en août 1914. Il a épousé le 14 décembre 1912 Georgette Doucet. Installé comme cultivateur à Argy, le couple vient d'avoir une fille, Rolande, née le 5 février 1914. Le 5 avril 1915, il écrit à sa femme : "C'est aujourd'hui que notre petite chérie a ses 14 mois, c'est bien comme tu me dis ma chérie, elle doit avoir des moments où elle doit être bien amusante, maintenant que son pauvre oncle est parti lui aussi (Hippolyte) elle ne peut pas le voir si souvent, s'il a le bonheur de rester au Blanc, il aura peut-être quelques permissions". La fiche matricule de Joseph n'indique pas son passage au 313^e RI, mais c'est pourtant au sein de ce régiment qu'il mentionne dans sa correspondance être auxiliaire, en 1916. En effet, Joseph occupe les fonctions de brancardier au sein de la 18^e compagnie.

1914). [...] on constate jusqu'à la fin que la majorité des soldats du 313^e approchent de la trentaine ou souvent de la quarantaine, qu'ils sont pour la plupart mariés et pères de famille. Il faudra s'en souvenir pour comprendre l'ambiance du régiment"¹. Le soldat Granger témoigne de l'état d'esprit avec lequel les hommes de la 18^e compagnie arrivent au Chemin des Dames : "7 avril 1917. [...] quelques-uns ont des idées noires, d'autres se résignent à leur sort [...]. 11 avril 1917. Nous restons là jusqu'au soir puis à la nuit nous changeons d'emplacement et appuyons sur la droite ; la section est en réserve dans des sapes au fond desquelles il y a 30 cm d'eau, il y fait un froid terrible ; c'est bien malheureux de vivre ainsi sous terre pendant qu'il fait un beau soleil dehors ; que d'idées noires nous passent dans la tête ; et nous maudissons la guerre de tout notre cœur, quelle affreuse et cruelle chose"².

Le 16 avril 1917, la 18^e compagnie franchit le parapet à 6 heures du matin, objectif : la tranchée de Hambourg et le bastion de la Mine. Joseph est atteint par une balle qui le blesse mortellement, fauché alors qu'il venait sauver des vies. Avec plus de 500 tués, blessés ou disparus le 20 avril, le régiment est relevé et envoyé au camp de Bourgogne près de Ventelay. Parmi les survivants l'écoeurement domine, il aboutira le 27 mai 1917 à une violente manifestation : "Manifestations par quelques poilus agissant sous l'influence du pinard ; nuit mouvementée, tout se calme avec un maigre résultat pour les auteurs de ce désordre ; ils s'en repentiront à bref délai", rapporte le soldat Granger. Le soldat Henri Désiré Valembas du 313^e RI, survivant de l'attaque du 16 avril, est condamné à mort et exécuté le 13 juin, à Roucy. Le conseil de guerre le condamne ainsi pour avoir frappé son capitaine pendant les échauffourées du 27 mai. Joseph Patrigeon aurait-il participé à cette manifestation, s'il n'avait pas péri le 16 avril ?

L'ESPOIR D'UNE TOMBE

Les deux frères Patrigeon sont aujourd'hui déclarés sans sépulture connue, peut-être reposent-ils dans l'ossuaire du cimetière militaire de Pontavert, où demeurent-ils dans la terre reboisée ou les champs entourant La Ville-aux-Bois-lès-Pontavert ? Joseph savait-il que le corps de son frère demeurerait non loin du lieu où il devait attaquer ce 16 avril 1917 ? Eliane, la petite-fille de Joseph, qui continue de se poser ces questions, garde précieusement la correspondance de son grand-père, ainsi que les bagues en aluminium et les coquetiers en bois qu'il envoyait du front. L'espoir de retrouver une tombe ou l'indication d'un corps, quelque part, un jour, a longtemps pesé sur la mémoire familiale doublement endeuillée. Aujourd'hui, seuls les mots et les objets continuent d'entretenir le souvenir. Sur un diplôme de la médaille militaire que Joseph reçut à titre posthume, il est écrit : "Brancardier très brave, s'est admirablement conduit en toutes circonstances et principalement pour l'attaque du 16 avril 1917, au cours de laquelle il est tombé glorieusement en forêt de La Ville-aux-Bois (Aisne) en remplissant irréprochablement son devoir".

Franck VILTART

Remerciements à M^{me} Isabelle Fouassier pour nous avoir communiqué les documents familiaux.



Photographie de mariage de Joseph et Georgette Patrigeon, 1912.
Archives famille Patrigeon-Limet

1 - Carnets de guerre du sergent Granger 1915-1917, La Grande Guerre vécue et racontée au jour le jour par un paysan de France, présentés par Roger Girard, préface de Jules Maurin, Montpellier, E.S.I.D., U.M.R. 5609 du CNRS, Université Paul Valéry, 1997, p. 20-21.
2 - Ibid. p. 154-155.

LE TEMPS DES RUINES 1914-1921,

Emmanuelle DANCHIN, Presses Universitaires de Rennes, 2015, 348 p.

LES REPRÉSENTATIONS des destructions causées par la Première Guerre mondiale se sont révélées être une arme au service de la mobilisation des forces et des esprits dans les sociétés en guerre. Dès le début du conflit, les vues des dévastations et plus particulièrement celles des édifices culturels ont été instrumentalisées. En France comme en Allemagne, les images des destructions ont été utilisées à des fins de propagande. L'exemple le plus connu demeure l'utilisation médiatique du bombardement et l'incendie de la cathédrale de Reims en septembre 1914.



Tiré d'une thèse de doctorat en Histoire contemporaine, l'ouvrage éclaire avec force sur ce que les destructions ont signifié pour l'ensemble de la société française, au plus près du front comme à l'arrière. Il évoque comment les représentations de ruines ont été propagées comme une métaphore des sacrifices de la nation, à l'image de la célèbre chanson de 1917 : "La prière des ruines". Si les ruines des villes allemandes ont été largement filmées en 1945, durant la Première Guerre mondiale, les ruines sont également devenues un sujet important de la photographie de guerre. L'auteur livre une étude approfondie des campagnes de photographies des destructions dans la zone du front. Les ruines sont aussi les témoins de la guerre et de la violence des combats. Il y eut très tôt une mobilisation autour du patrimoine menacé par les opérations militaires. S'appuyant sur les travaux de Kristina Kott pour la partie allemande, on découvre ici l'ensemble de cette mobilisation côté français en faveur du patrimoine en péril. Toute une législation est alors proposée pour protéger le patrimoine détruit, mais surtout pour trouver les moyens de sa reconstruction future.

Certaines destructions ont-elles été également "programmées" ? Si d'autres éléments de réponse restent à trouver, l'ouvrage montre que certaines destructions sont devenues des enjeux au sein des états-majors militaires. Le dynamitage par l'armée allemande en mars 1917 du château de Coucy et de son célèbre donjon, trésor de l'architecture militaire médiévale, en est le meilleur exemple. Bien avant la fin de la guerre, une réflexion s'élabore également sur la préservation des vestiges de guerre et sur la mise en place d'un tourisme des champs de bataille. Un tourisme qui conduira à une certaine héroïsation des ruines au sortir de la guerre. Avec ces milliers de pèlerins venant rendre hommage aux morts et voir de leurs propres yeux les lieux des combats, les ruines font figures de premiers monuments du conflit. Ainsi, après-guerre, la confrontation avec les ruines ne se fait plus uniquement par l'intermédiaire de la photographie mais directement sur place. Les ruines ainsi héroïsées deviennent aussi très vite des "cadavres encombrants" au moment de la reconstruction. Fallait-il tout reconstruire ou laisser certaines traces édifiantes dans les paysages ? Un débat fait alors rage parmi les politiques comme les artistes. C'est le moment également où l'on procède à des remises de décorations officielles aux villes et villages dévastés. La solidarité en France pousse certaines communes de l'arrière à procéder à des dons voire à l'adoption de communes entières. Le livre aborde enfin la question des réparations et des dommages de guerre. La notion de "ville-martyr" ou de "village-martyr" devient particulièrement importante pour comprendre son utilisation afin de mobiliser les ressources nécessaires à la reconstruction, notamment lors des négociations du traité de Versailles. S'il manque quelques mises en perspectives, notamment sur la fascination des ruines dès le 19^e siècle, l'ouvrage propose une analyse érudite de "l'événement ruines" qui caractérise la Grande Guerre, à travers une approche culturelle et patrimoniale qui manquait à l'historiographie.

LES TRAVAILLEURS MILITAIRES ITALIENS EN FRANCE PENDANT LA GRANDE GUERRE,

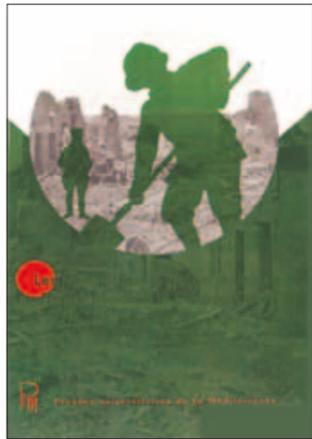
Hubert HEYRIÈS, Presses Universitaires de la Méditerranée, 2014, 272 p.

160 000 ITALIENS ont participé à l'effort de guerre sur le front français. Bien que leur pays soit resté neutre au début de la guerre, plusieurs milliers d'Italiens se sont engagés dès novembre 1914 dans la Légion Garibaldienne, au nom de la fraternité latine. De mai 1915 à mars 1917, 30 000 hommes viennent travailler en France dans les usines de l'arrière, formant les COMI (Centuries d'Ouvriers Militaires Italiens). Mais l'Italie est accusée de "racler les fonds de tiroir", n'envoyant que des ouvriers inaptes au combat. La Mission Militaire Italienne, basée à Chantilly, a alors fort à faire, prise entre les plaintes des travailleurs italiens (papiers confisqués, baraquements insalubres, grèves) et les plaintes de l'état-major français sur les rendements faibles de ces hommes de plus de 40 ans ou relevant de blessures.

En 1917, La Révolution Russe qui permet aux Allemands de redéployer de nouvelles divisions sur le front Ouest, et la débâcle italienne de Caporetto (octobre 1917) qui oblige 130 000 soldats français à partir renforcer le front italien, entraîne une pénurie d'hommes pour les travaux effectués dans la zone des armées. Des négociations tendues s'engagent alors entre les deux pays, sur le principe de réciprocité, pour l'envoi d'un contingent de travailleurs militaires italiens. Un besoin de main d'œuvre rendu plus pressant encore par la directive n° 4 de Pétain (22 décembre 1917), visant à renforcer les organisations défensives. Du 21 janvier au 1^{er} mars 1918, 60 000 travailleurs militaires italiens (TAIF : Troupes Auxiliaires Italiennes en France) sont déployés en France dans la zone des armées, ce qui marque une rupture avec le mode opératoire habituel. La France ne fait plus appel à des ouvriers civils mais à des soldats qui peuvent être appelés à combattre, même si leur mission principale est de travailler au renforcement des lignes défensives.

Le 1^{er} groupe (24 000 hommes) est stationné en Champagne et dans l'Aisne, tandis que le 4^e groupe (12 000 hommes) est confié aux Britanniques dans la Somme et dans l'Oise. En avril 1918, le 2^e Corps d'Armée italien (24 000 combattants) arrive en France, affecté à Bligny près de Reims. Les offensives allemandes vont tous les prendre dans la tourmente des combats. Ainsi les 106^e et 107^e compagnie de TAIF basées près de Soissons, fin mai 1918, se replient avec les soldats français dans la poche de Château-Thierry, avant d'être dirigées sur Villers-Cotterêts. L'état-major français salue alors l'excellente tenue des TAIF sous les bombardements. Le 2^e Corps d'Armée Italien va lui aussi s'illustrer lors de la bataille de Bligny (15 au 18 juillet 1918), puis dans l'Aisne à Soupir et lors de la reprise du Chemin des Dames.

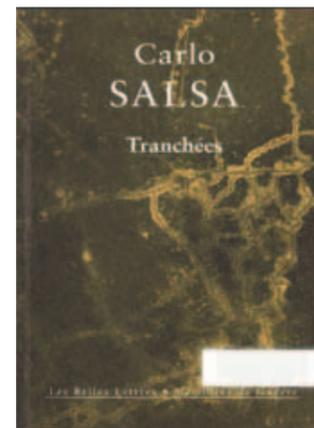
En comparant les archives des deux pays, l'auteur a également su dépasser une vision purement factuelle de cet engagement italien, pour s'intéresser à la propagande qui fut orchestrée autour de ces Travailliers Auxiliaires. Cartes postales, films, journaux, les TAIF firent l'objet d'une importante campagne de communication en 1918, visant pour la France à montrer l'Union sacrée, et pour l'Italie à laver l'affront de la débâcle de Caporetto et justifier ses exigences territoriales. La surveillance (épistolaire, sanitaire, judiciaire) dont ces troupes firent l'objet permet d'approcher au plus près le quotidien de ces hommes et les conditions très dures de leur engagement en France. Mais si l'ouvrage montre le rôle crucial de ces troupes italiennes dans l'organisation de la défense, la France en reconstruction les oublia rapidement tandis qu'en Italie, la mémoire des TAIF fut occultée dès 1922 avec l'arrivée au pouvoir de Mussolini qui concentra sa propagande belliste sur le 2^e Corps d'armée et la nécropole de Bligny, achevée en 1928.



TRANCHÉES, Carlo SALSA, Les Belles Lettres, traduit de l'italien par Stéphanie Laporte, 2015, 309 p.

L'OUVRAGE, paru en 1924, dérangea les fascistes au pouvoir, tenants d'une guerre héroïque et mythifiée, qui en interdirent la réimpression. Le front italien des Alpes n'avait en effet rien à envier au front français. En quelques heures, le soldat s'y transforme en "statue de glaise, sans visage" essayant de survivre dans des conditions épouvantables : la boue, le choléra, les amputations dues au froid, les exécutions sommaires, les assauts inutiles décidés par des officiers grotesques, méprisants, qui font bombarder leurs propres hommes pour faire cesser un moment de fraternisation avec l'ennemi. Carlo Salsa, sous-lieutenant de 23 ans décrit la réalité d'une guerre d'altitude absurde, où les Italiens en bas, sont condamnés à se faire massacrer par les Autrichiens qui tiennent toutes les positions fortifiées en haut. Ainsi sur le plateau du Karst, un désert de pierre, les soldats Italiens n'ont pas pu faire de tranchées, leur 1^{re} ligne se réduit à une succession de trous inaccessibles creusés dans la pente, où on se protège du feu continu de l'ennemi avec les cadavres restés sur place.

De 1915 à 1917, Carlo Salsa se trouve au plus près des fantassins, dont il note les chants et les expressions, les dialogues empreints de désespoir ("les gens viendront ici après la guerre... il y'aura des hôtels de luxe, des promenades de curiosité...et on ramassera nos os comme porte-bonheur"). Son souci de transcrire la culture des soldats et de leur rendre hommage, donne une profondeur bouleversante à son récit. Mais l'originalité de ces pages ne s'arrête pas là. En juin 1917, l'auteur est fait prisonnier et transféré au camp de Terensienstadt, "seize mois d'agonie et de faim". L'état-major et le gouvernement jugent en effet que les prisonniers sont des traîtres et des lâches, et interdisent tout envoi de colis ou de nourriture afin de les laisser mourir de faim, pour décourager d'éventuelles désertions (opinions relayées par la presse italienne, que les prisonniers peuvent lire et méditer à loisir). Si dans le camp des officiers, on trouve parfois la force de créer un journal, un orchestre, ou de tenter une évasion, au camp des fantassins la situation est encore pire et il y meurt 70 hommes par jour. Et lorsque ceux qui ont survécu ("squelettes couverts de loques") rentrent en Italie, ils sont à nouveau placés dans des camps pour une mise en quarantaine de plusieurs semaines. Immédiatement occultée après-guerre, l'expérience dramatique des prisonniers italiens ne sera révélée par les historiens que dans les années 1990.

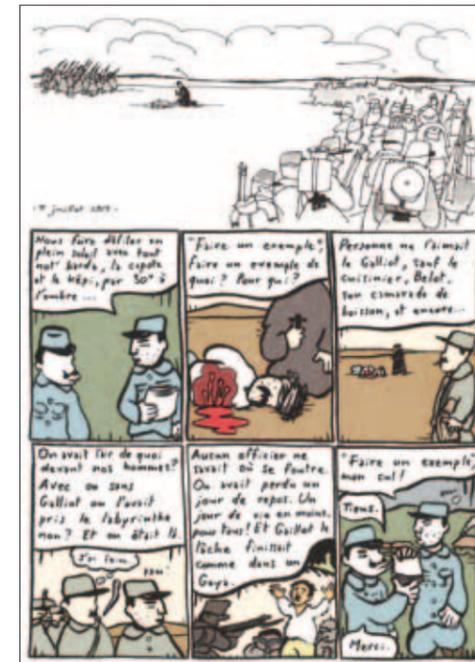
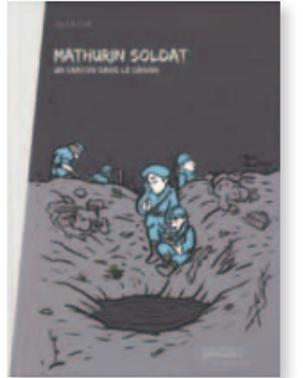


MATHURIN SOLDAT. UN CRAYON DANS LE CANON.

MAADIAR, éditions du Pélimantin, 2014, 104 p.

SORTIR UNE BANDE DESSINÉE sur la Première Guerre mondiale, qui plus est, un récit centré sur l'histoire de Mathurin Méheut, personnage réel, dessinateur et peintre pris dans l'enfer des tranchées, demeure un pari risqué en cette période du centenaire. C'est pourtant celui qu'a relevé l'auteur Maadiar.

Nous sommes en 1914. Mathurin Méheut est un illustrateur et peintre breton en voyage au Japon, accompagné de sa femme et de sa fille. A l'annonce de la guerre, il choisit de revenir en France pour répondre à l'appel de la mobilisation générale. Laisant sa femme et sa fille derrière lui, il se trouve plongé dans l'horreur de la guerre, pris dans les attaques meurtrières en Artois et en Argonne. Mathurin aide ses camarades à supporter les terribles heures passées au front en capturant de ses coups de crayon la nature environnante et en leur dessinant quelques femmes. Lui, tient le coup grâce aux lettres qu'il envoie quotidiennement à sa femme, mais aussi grâce sa conviction que, quelle que soit l'issue du conflit, la nature reprendra ses droits et, qu'un jour, il ne restera plus rien de cette foutue guerre.



Si le trait de l'auteur peut parfois déconcerter, il faut souligner l'important travail de recherche historique et le souci du détail, notamment en ce qui concerne la vie quotidienne du soldat et son équipement. On retiendra également la bonne idée de reprendre certaines peintures ou dessins que Mathurin Méheut a lui-même produits, comme cette scène d'exécution d'un soldat condamné par un conseil de guerre, le 5 juillet 1915, au nord d'Arras. Avec *Mathurin Soldat*, Maadiar rend aussi un hommage aux combattants de l'Artois et de l'Argonne, tant allemands que français, qui souffrirent ensemble. Il restitue des petits moments de leur vie dans les tranchées avec son cortège de souffrances par le prisme d'un dessinateur comme lui : Mathurin Méheut. Une occasion aussi d'aller plus loin et de redécouvrir l'œuvre de ce peintre qui connaîtra après-guerre un grand succès avec de nombreuses œuvres consacrées à sa terre natale la Bretagne, où Méheut va tirer le meilleur de son art et s'imposer à la veille de la Seconde Guerre mondiale comme le peintre de la Bretagne.

Comptes rendus par **Loïc DUFOUR**
Bibliothèque Départementale de l'Aisne
et **Franck VILTART**

Caverne du Dragon/Musée du Chemin des Dames

Circuit découverte du Chemin des Dames en bus, chaque jeudi **du 7 avril au 5 mai** à 14 h.

Marche dans le cadre de la Journée du 16 avril "Chivy", **16 avril** à 14 h. Durée 2h30.

Circuit thématique "Le Chemin des Dames à vélo", **17 avril** à 14 h.

Circuit thématique "Le Chemin des Dames à vélo", **15 mai** à 14 h.

Dans le cadre de la 12^e édition de "La Nuit Européenne des Musées", le théâtre de la Mascara présentera "Petites histoires dans la Caverne", **21 mai** à 19 h.

Circuit thématique "A la découverte des tranchées en forêt de Vauclair", **5 juin** à 14 h.

Circuit thématique "Le Chemin des Dames à vélo", **12 juin** à 14 h.

Journées de l'archéologie. Présentation des objets trouvés lors du chantier de fouilles-sensibilisation déminage, **18 et 19 juin**.

Café littéraire "L'archéologie et la Grande Guerre", **19 juin** à 15 h.

Circuit thématique "Un régiment allemand", **26 juin** à 14 h.

Visite du fort de La Malmaison les **4^e dimanche de chaque mois** à 10 h 30 et 14 h 30.

Chaque mercredi et samedi à 14 h : visite guidée ludique à l'attention des 6/12 ans : "A la recherche du Dragon". Durée 1 h, réservation obligatoire par téléphone.



Terrasse de la Caverne du Dragon.

Photo CD02/FX Dessirier

24

Renseignements et réservation au **03 23 25 14 18** - www.caverne-du-dragon.fr

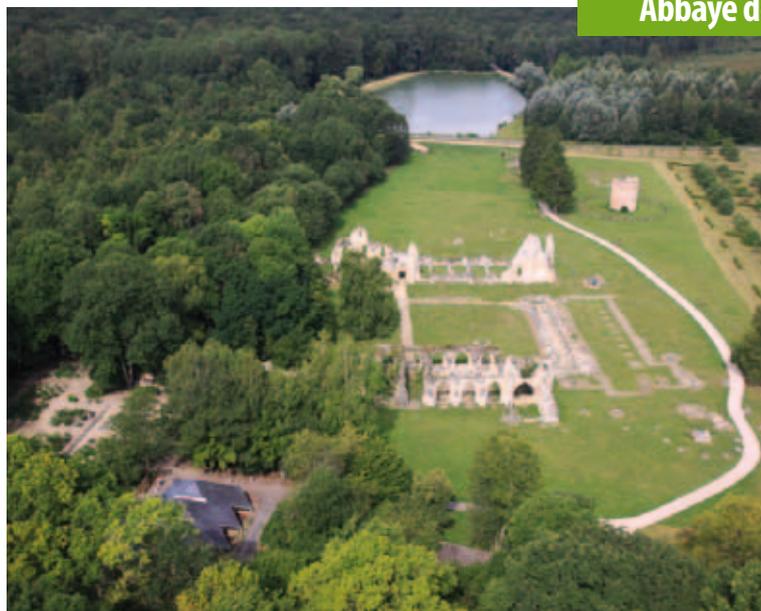
Musée de Vassogne

Exposition : "Le chemin de la reconstruction, 1919-1939", **jusqu'au 31 décembre 2016**.
www.outilsvassogne.fr

Fort de Condé

Réouverture le **15 avril 2016**.
www.fortdeconde.com

Abbaye de Vauclair



Abbaye de Vauclair vue du ciel.

Photo CD02/FV

Exposition "Les cisterciens de Vauclair, acteurs du développement rural axonais" : **tous les week-ends de mars et avril** (jusqu'au 24).

La galerie d'art d'Aizelles sera en résidence à Vauclair : "Rencontre d'artistes Aisne-Marne-Ardennes" : **à partir du 30 avril et tous les week-ends de mai**.

"Esmeralda danse à l'abbaye de Vauclair" - sculptures et poésies d'Etienne Fatras : "Corps statufiés ou statues humanisées" - peintures figuratives de Martine Dinet : **tous les week-ends de juin**.

Assemblée générale de l'Association des Amis de Vauclair, le **18 juin** à 10 h.

Sculptures en bois, en terre – Michel Bastien et Joël Cochet. Peintures multiples – Anne-Marie Aréthens et François Vigneron, **chaque week-end en juillet jusqu'au 17 inclus** ainsi que le **jeudi 14**.

Visites guidées sur rendez-vous au 03 23 22 43 02 / Permanences le week-end de 14 h à 18 h.